

Allocution de M. François Mitterrand, Président de la République, sur les relations franco-suédoises, l'élargissement de la CEE et les négociations du Gatt, Stockholm le 30 septembre 1993.

Monsieur le Premier ministre,

- madame,

- mesdames et messieurs,

- Cette exposition que j'ai visitée ce matin était une excellente occasion pour venir en Suède, puisqu'étaient célébrées les relations entre la France et la Suède au XVIIIème siècle et que j'ai eu, moi-même, la possibilité, en ce jour, de poursuivre avec le Premier ministre et d'autres personnalités, une relation que j'espère fructueuse entre nos deux pays.

- Nous avons beaucoup de choses à nous dire et quelques dossiers majeurs. Je suis convaincu que cette exposition aura beaucoup de visiteurs, ici d'abord à Stockholm, puis à Paris au mois de mars. J'y ai trouvé beaucoup de plaisir personnel, reconnaissant ici et là sur les tableaux des visages de personnalités de l'époque qui sont restées fameuses dans mon pays & plaisir d'apprendre un peu mieux l'histoire de la Suède, ses moeurs, ses meubles, ses objets, sa civilisation. Et je me réjouis, en fin de journée, d'avoir pu connaître tout cela.

- "De Charles XII à Gustave III" est le titre de l'exposition & Gustave III dont Voltaire disait - je le cite - "qu'il était le sauveur d'un peuple libre et le roi d'un peuple brave". Cela a été tout un siècle d'étroit cousinage entre nous, d'attraction mutuelle, de séduction, et il nous appartient, aujourd'hui, deux siècles après et même un peu plus, de savoir si nous pouvons poursuivre notre route de la même façon.

J'étais venu dans une première visite officielle en Suède, il y a près de dix ans. J'exerçais, alors, la Présidence de la Communauté européenne, qui ne comptait que dix membres & elle est passée à douze, elle en comptera bientôt davantage, combien ? Quatorze, quinze, seize... Cela dépend quand même de vous. Et je suppose que des négociations entre la Communauté à douze et la Suède vont se poursuivre jusqu'à un heureux achèvement.

- J'ai déjà dit et j'ai fait dire que j'attendais avec le plus grand espoir l'adhésion de la Suède à l'Union européenne & mais quand je dis cela, je ne veux pas me substituer aux responsables suédois, ni au peuple qui tranchera. Je me contente de donner l'opinion d'un ami de la Suède.

- Je pense que nous avons tout intérêt à faire de l'Europe un ensemble cohérent, structuré, puissant, car dans le morcellement actuel il faut bien se rendre compte que d'autres puissances comme les Etats-Unis d'Amérique ou le Japon en attendant les autres -, domineront aisément sur tous les marchés ce que nous pourrions faire ici.

- En vérité, nous sommes sortis de l'affrontement de bloc à bloc & c'est une grande chance. Cela s'est produit à la suite de l'effondrement de l'empire soviétique sur lui-même, sans guerre, sans révolution, sans coup d'Etat, sans rien. Qu'est-il resté de cette construction qui, pendant trois quarts de siècle, a fait trembler le monde ? Ce qui est arrivé montre bien le côté artificiel des choses qui n'étaient maintenues en l'état que par l'autorité brutale d'un homme et d'un parti. Maintenant, les choses sont différentes. C'est-à-dire que nous apercevons l'autre versant des difficultés. Nous ne sommes pas sortis des difficultés, nous avons changé de difficultés. Et ça, c'est l'histoire des peuples. Il n'y a pas d'endroit d'où l'on voit un horizon & on va vers l'horizon, on l'atteint et de l'autre côté c'est le paradis. Non. de l'autre côté. il y a autre chose et ce n'est

jamais le paradis : c'est la leçon que j'ai retirée d'une assez longue expérience politique.

- Et bien voilà : je me réjouis de voir aujourd'hui l'Europe dégagée des dictatures de la guerre et des systèmes idéologiques contraignants & je m'en réjouis. Mais je vois bien comment ces peuples, surtout ceux qui dépendaient de l'Union soviétique, abandonnés à eux-mêmes, obéissent désormais aux forces centrifuges & chaque ethnie prétend à l'état de Nation. Au bout du compte, il ne restera plus d'Europe. Il faut songer à organiser notre continent.

- D'un côté, il convient d'approfondir et d'élargir l'actuelle Communauté & l'approfondir : c'est-à-dire lui donner des règles plus strictes & l'élargir : c'est-à-dire faire accepter l'adhésion de nouveaux pays & j'en connais au moins quatre pour l'instant en instance d'adhésion. Ils ont une civilisation au moins égale à celle des membres de la Communauté, un niveau de vie, une façon d'être et de penser, qui fait qu'aucune question de ce genre ne doit leur être posée & tout le reste est de savoir comment on va s'arranger techniquement, institutionnellement, économiquement. Mais je pense aux autres, à ceux qui ne peuvent pas entrer dans la Communauté aujourd'hui, sans quoi ils s'y perdraient. Ceux dont l'économie est celle des peuples de pays en sous-développement & entreraient-ils dans la Communauté, qu'ils seraient la proie de nos entreprises puisqu'il s'agit d'un marché unique sans frontière pour les capitaux, pour les marchandises et pour les personnes. Et d'autre part, les pays actuellement membres de la Communauté ne pourraient pas supporter ce fardeau & il n'y a que trois pays sur douze qui sont - comme on dit dans ce langage compliqué - contributeurs nets, c'est-à-dire qu'ils donnent à l'Europe plus qu'ils ne reçoivent. Ce sont : l'Allemagne, la Grande-Bretagne, et la France. Le fardeau est déjà assez lourd. On n'imagine pas que ces trois pays pourraient supporter tout ce qui reste à faire en Pologne, en Hongrie, en République tchèque, en Slovaquie et partout ailleurs

- Il faut donc que nous soyons capables de bâtir, dans les plus brefs délais, un système. Il ne faut pas laisser de côté des pays anciennement communistes. On ne peut pas faire un accord communautaire qui suppose beaucoup de contraintes, eh bien, faisons autre chose. C'est pourquoi, dès 1990, j'avais proposé les applications d'une Confédération, peu importe le terme, qui permettrait à tous les pays d'Europe de mettre en commun ce qui peut être mis en commun : transport, communication, investissement, environnement, beaucoup de disciplines économiques, culturelles & sans quoi vous aurez au bout du compte une énorme communauté, dans laquelle je l'espère vous serez, de 350 millions, 360 millions d'habitants, et partout ailleurs des petites collectivités qui se sentiront froissées dans leur dignité nationale et qui ne songeront qu'à une sorte de sursaut, de révolte contre cet état de chose.

- Il faut donc créer des institutions où à égalité de compétence, de responsabilité et de dignité, tous les pays d'Europe démocratique pourront venir siéger. On ne pourra pas bâtir l'Europe ce soir, même à Stockholm, mais je tiens à donner ces quelques directions pour que l'on sache que la Communauté de Maastricht doit d'abord recevoir l'adhésion des membres qui représentent une valeur semblable aux pays qui s'y trouvent déjà. C'est le cas de la Suède. Il faut ensuite que cette Communauté se dote d'institutions plus précises. On ne peut pas laisser la décision suprême appartenir uniquement aux fonctionnaires de la Communauté & elle relève du pouvoir politique des chefs d'Etat et de gouvernement.

Si avec une Communauté renforcée par votre adhésion, élargie, dotée de structures plus fermes, en même temps vous appelez l'Europe toute entière à prendre part à une construction plus vaste encore, nul ne se sentira écarté. Nous réintroduirons la Russie et beaucoup d'autres pays qui s'en sont détachés au sein de l'Europe. Et bien entendu, la Communauté à laquelle vous appartiendrez, si le peuple le veut, y jouera un rôle déterminant.

- C'est un peu dans ce sens que je souhaite votre adhésion. Vous apportez un élément qui n'est pas remplaçable & le mode de civilisation suédoise est différent des autres. Votre histoire est l'une des grandes histoires européennes. On a donc besoin de vous, même avec vos défauts. Vous n'êtes pas les seuls à en avoir & ce ne sont pas les mêmes, c'est pourquoi c'est intéressant. Pour le reste, il n'existe pas, mesdames et messieurs, de contentieux entre la Suède et la France. C'est rare de pouvoir dire cela : il n'y a pas de contentieux. Il y en a eu dans l'histoire, pas tellement d'ailleurs : quelques guerres par-ci, par-là, et le chancelier Oxenstierna pourrait vous

raconter bien des choses. C'est en effet un grand homme d'Etat que nous connaissons très bien en France, car il a entretenu des relations très fortes avec notre pays. Et quand on pense à la Suède, on pense très souvent à quelques monarques célèbres, mais aussi à Oxenstierna qui prouve que les ministres des affaires étrangères servent vraiment à quelque chose ! Ils ne sont pas simplement - comment dirais-je ? -, chargés de traduire les pensées des chefs de gouvernement, ou du Président de la République.\

Mesdames et messieurs, puisqu'il n'y a pas de contentieux, nous pouvons parler entre nous des affaires des autres. C'est ce que nous avons fait avec M. le Premier ministre, avec les différentes personnalités que j'ai rencontrées, car nous sommes préoccupés par l'avenir du Gatt, par l'avenir de la Russie, par l'avenir de l'ancienne Yougoslavie, et croyez-moi, si les choses continuent de la sorte il se posera une grande question - tragique question - à bien des peuples : fallait-il changer de système ? La liberté valait-elle la perte de certaines garanties sociales ? Avons-nous fait le bon choix ? Vous voyez déjà l'opinion polonaise qui évolue et le nouveau Président lituanien qui relève de l'ancien parti communiste et il faut bien se dire ceci : est-ce que nous serons dignes de proposer à l'Europe libérée des perspectives et un statut, une façon de vivre tels que la liberté n'apparaîtra pas comme l'ennemi de la sécurité ? Voilà encore une grande page sur laquelle des pays très démocratiques comme le nôtre devront s'interroger.

- Mais j'arrête là. J'ai bien aperçu, naturellement, que sur le Gatt nous n'étions pas d'accord et il suffit de lire la presse suédoise et j'ai pris la précaution de la lire avant de venir ici - et elle accuse la France de bien des maux. En vérité, la production agro-alimentaire et l'industrie agro-alimentaire sont une des ressources principales de la France. Et depuis le premier jour où M. Reagan en a parlé, au mois de novembre 1985, - je vous ai dit dans quelles conditions - on m'a "enlevé", alors que j'allais à une réunion du Sommet des 7 grands pays industrialisés et on m'a dit, "vous allez voir M. Reagan", et je me suis retrouvé dans un Sénat américain où on me disait : "Il faut adhérer à la guerre des étoiles et il faut adhérer au Gatt". Je n'aimais ni l'un ni l'autre. J'ai donc dit deux fois non. Et pourquoi non au Gatt ? La guerre des étoiles, tout le monde est d'accord aujourd'hui pour considérer que nous n'en parlons plus, mais pour le Gatt... M. Reagan ne m'a jamais parlé que de l'agriculture, jamais il n'a abordé aucun autre dossier, et je trouvais injuste que la France fut traitée de la sorte : on peut discuter de l'un des domaines où la France est bien placée le deuxième au monde et il y aurait ceux où les autres pays ont les moyens d'obtenir de bons résultats. Jamais je n'ai pu obtenir, en sept ans, de M. Reagan et de ses successeurs une conversation sur l'industrie, sur les services, sur la propriété intellectuelle. Ce qui prouve bien qu'il y avait quelques arrière-pensées.\

Alors vous, au fond, telles que je connais vos productions, les malheurs de la France dans les négociations du Gatt, ça vous laisse assez indifférents. Vous ne produisez pas la même chose, alors vous nous accusez, puisque cela vous gêne, sans penser que cela nous gêne encore plus. Et voilà une discussion qu'il faut approfondir. J'espère, quand même, que tout cela finira bien. Je suis favorable à un aboutissement heureux, car cela donnera un élan à l'économie mondiale, mais pas à n'importe quel prix - en tout cas pas au prix de mon propre pays -, non pas non plus au prix du vôtre et mais mon devoir premier est de défendre mon pays. Et le gouvernement de la France, que ce soit celui d'avant le mois de mars ou celui d'aujourd'hui, vous avez pu remarquer qu'il suivait la même politique, vous avez sûrement remarqué que les grandes batailles électorales ne signifiaient pas toujours des changements de politique, au contraire et c'est une confiance, mais vous ne le répérez pas et c'est quelque fois dommage, à vrai dire, mais pas en la circonstance. La négociation, je l'espère, va aboutir à la condition que chacun y mette du sien. Et si les Etats-Unis d'Amérique n'y mettent pas du leur, eh bien cela ne marchera pas. Voilà la réalité. C'est donc un appel à la sagesse que je lance ici à Stockholm. Et je vous remercie de m'en avoir donné l'occasion.

- Je dois vous dire que je me réjouis d'être parmi vous, que je remercie monsieur le Premier ministre et madame Bildt d'avoir organisé ce repas, que je suis très flatté d'avoir rencontré les personnalités qui sont ici, dont plusieurs étaient, depuis déjà de longues années, mes amis personnels ou politiques. Nous avons ici des relations d'Etat à Etat et tout dirigeant que le peuple

choisit en Suède est pour moi un bon partenaire. C'est pourquoi nous avons pu travailler, je crois, de façon très utile depuis deux ans et nous continuerons. Les choix du peuple sont souverains. Et c'est à ce peuple, pour sa bonne santé, pour ses chances et pour sa réussite, que je lèverai d'abord mon verre avant de vous adresser, mesdames et messieurs, les vœux que je forme pour vous, pour vos familles, pour les êtres qui vous sont chers : bonne santé, bonheur à la Suède et vive l'avenir !\